

ENTRETIEN AVEC GEOPOLITIKA

# Après l'accord États-Unis/Iran, le monde se réorganise

par Slobodan Eric, Thierry Meyssan

En juillet, le mensuel politique serbe de référence, *Geopolitika*, a interviewé Thierry Meyssan sur la situation dans les Balkans et au Proche-Orient. Nous reproduisons ici cet entretien avec des notes sur les dernières évolutions. Pour l'analyste, les relations internationales sont dominées par la volonté états-unienne de garder le contrôle économique global et d'empêcher l'émergence de nouveaux rivaux, la Russie, la Chine et l'Union européenne. L'affrontement se joue à la fois au Proche-Orient et en Ukraine. Le basculement de l'Iran, d'une position révolutionnaire et anti-impérialiste à une position nationaliste et à une ambition d'influence régionale, redistribue toutes les cartes.

RÉSEAU VOLTAIRE | BELGRADE (SERBIE) | 14 AOÛT 2015



**G**eopolitika : Monsieur Meyssan, la Serbie et le Sud-Est de l'Europe en général, ont été « inondés » par la vague des immigrants. S'agit-il d'un processus spontané ou est-ce que quelqu'un serait intéressé par le déplacement d'une partie importante de la population du Proche-Orient, d'Afghanistan et d'autres pays vers le vieux continent ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui voudrait priver le président

*el-Assad du soutien de son peuple en encourageant les migrations depuis la Syrie ?*

**Thierry Meyssan** : Personne n'avait prévu l'ampleur de la vague de migrants actuelle. Ils proviennent principalement de Syrie, d'Afghanistan et de la Corne de l'Afrique. Contrairement à ce que prétendent les politiciens occidentaux, il ne s'agit ni de gens à la recherche du niveau de vie européen, ni de personnes qui tenteraient d'échapper à des régimes dictatoriaux. Ce sont simplement des êtres humains qui fuient les combats car leur pays est en guerre, généralement du fait des politiques occidentales.

Les politiciens européens n'ont toujours pas compris que cette migration est la conséquence de la stratégie états-unienne depuis 2001. Washington ne cherche plus à prendre le contrôle d'États, mais à détruire les États et à imposer un chaos dans lequel rien ne peut s'organiser sans leur volonté. C'est la théorie du philosophe Leo Strauss qui a formé de nombreux responsables du secrétariat à la Défense.

Cependant il est désormais évident pour les États-Uniens que si le chaos sert localement leurs intérêts, il ne peut être contrôlé et tend à s'étendre. Les migrants sont désormais si nombreux qu'ils peuvent déstabiliser des États que Washington imaginait stables. Il semble que l'administration Obama vienne de modifier ses choix : abandonner la théorie du chaos et revenir à la confrontation classique de la Guerre froide. C'est en tous cas ainsi que j'interprète à la fois la nomination du nouveau stratège du secrétariat à la Défense, James H. Baker, la publication de la nouvelle *Military Strategy* par Ashton Carter, et les déclarations du prochain chef d'état-major interarmes, le général Joseph Dunford.

Nous devrions donc voir, dans les années à venir, ce flux migratoire s'atténuer. Mais il faudra au moins deux ans pour que les populations réagissent à ce changement de stratégie. La crise actuelle va donc d'abord s'amplifier avant de se résoudre lentement.

**Geopolitika** : *Deutsche Welle et d'autres médias occidentaux annoncent avec malveillance la chute prochaine du régime en Syrie. Quelle est votre opinion sur la situation au front, qui est en train de devenir vraiment compliquée ? Comment aider l'armée syrienne, bien sûr, avant tout de façon militaire ? Est-ce que la Syrie peut toujours compter sur le soutien de la Russie pour l'armement, et sur l'aide de l'Iran, l'Irak et le Liban en ce qui*

*concerne le personnel ?*

**Thierry Meyssan** : Les médias occidentaux prennent les rêves israéliens pour une réalité. Cela fait quatre ans qu'ils nous annoncent chaque semaine la chute imminente du « régime ». En fait, la situation a été critique à la mi-2012, mais est parfaitement contrôlée aujourd'hui.

Sur 23 millions de Syriens, 3 à 4 millions sont réfugiés à l'étranger, 18 à 19 millions soutiennent la République arabe syrienne et environ 500 000 soutiennent les jihadistes. Les médias occidentaux masquent cette réalité en publiant des cartes absurdes sur les « zones libérées » par les jihadistes. Or, l'Armée arabe syrienne a prit le parti de ne sécuriser que les villes et d'abandonner les déserts, qui représentent plus de la moitié du territoire. De son côté, l'Émirat islamique tient 3 villes et des routes à travers le désert. Les médias occidentaux font semblant de croire qu'il contrôle tout le désert. C'est simplement ridicule.

La guerre a déjà été gagnée. Les événements actuels se poursuivront néanmoins tant que l'on fournira des mercenaires, de l'argent et des armes aux jihadistes. Ce qui logiquement devrait cesser après la signature de l'accord bilatéral secret entre les États-unis et l'Iran, parallèlement à l'accord multilatéral sur le nucléaire des 5+1.

Concernant les alliances, pour beaucoup d'habitants du Proche-Orient, la partition de la Syrie historique par les Britanniques et les Français en 1916 (accords Sykes-Picot) a créé des États, mais n'a pas changé les peuples. Beaucoup de Libanais considèrent qu'ils forment un seul peuple avec les Syriens. Et ce sentiment existe, dans une moindre mesure, en Jordanie et en Palestine. Lorsque le Hezbollah est venu se battre en Syrie, il a affirmé intervenir non pas pour protéger la Syrie, mais le Liban. On voit bien aujourd'hui qu'il avait raison : si le Hezbollah n'avait pas sécurisé la frontière syro-libanaise du côté syrien, le Liban serait aujourd'hui ravagé par la guerre.

La Russie, quant à elle, a toujours protégé la Syrie lorsque son existence était menacée, et elle continuera de le faire. Mais il serait naïf de croire que Moscou fera plus. Elle a soutenue la Syrie —comme la Novorossia— au Conseil de sécurité, mais n'est pas intervenue directement dans les combats —ni en Syrie, ni en Novorossia—. Elle a même refusé de fournir des armes essentielles comme des images satellitaires ou des détecteurs de tunnels [1]

L'Iran a changé au cours de cette guerre. Au départ, à l'époque de Mahmoud Ahmadinejad, les Iraniens étaient prêts à mourir pour leur idéal anti-impérialiste. Aujourd'hui, avec cheik Hassan Rohani, ils pensent à intégrer le commerce international et à étendre leur zone d'influence. Téhéran va donc continuer à soutenir Damas, mais il est vital pour la Syrie de se trouver de nouveaux alliés au risque d'être bientôt dominée par les Perses.

**Geopolitika** : *Quelle est la vérité sur l'État islamique, qui commet de crimes épouvantables ? Les forces états-uniennes soutiennent qu'elles bombardent les positions de Daesh, mais de l'autre côté, qui a aidé à ce qu'une telle formation militaire et para-étatique monstrueuse naisse, et qui a conquis des parties importantes de plusieurs États ? Qui leur a donné des armes, fourni la logistique... ?*

**Thierry Meyssan** : L'État islamique est un projet des États-Unis qui a trop bien marché et les encombre désormais. Au départ, il s'agissait de partitionner l'Irak en créant à la fois un Sunnistan (l'actuel Califat) et un Kurdistan (qui ne verra finalement pas le jour), conformément à la carte de Robin Wright publiée par le *New York Times* en 2013. Ces nouveaux États auraient coupé la ligne de communication entre l'Iran d'un côté, la Syrie, le Liban et la Palestine de l'autre. Pour les créer, il fallait séparer les populations comme cela a été fait en Yougoslavie. Or, ceci étant un crime contre l'humanité ne pouvait être fait par l'armée US. D'où le recours à une organisation non-étatique, l'Émirat islamique.

Nous disposons d'une documentation, certes incomplète mais déjà suffisante, pour conclure que l'Émirat islamique a été créé, sous sa forme actuelle, par Washington avec un financement saoudien et une aide israélienne. Cependant, aujourd'hui les États-unis ne savent plus comment traiter cette organisation qui s'est tant développée et dont le commandement est désormais assuré par la Turquie.

L'Émirat islamique se réclame d'une idéologie takfiriste, c'est-à-dire qu'il se réfère à un penseur des Frères musulmans, Moustafa Choukri, et anathémise tous ceux qui ne partagent pas son interprétation sectaire de l'islam. Sa stratégie a été définie dans un ouvrage publié en 2004, *Le Management de la sauvagerie* ; un livre signé sous pseudonyme et dont la structure intellectuelle est clairement occidentale.

Lors de sa création, en 2006, il s'agissait d'une organisation tribale

composée de six tribus sunnites irakiennes et des combattants libyens d'al-Qaïda en Irak. L'Émirat islamique incorpore depuis sa réorganisation, en mai 2014, d'anciens officiers de Saddam Hussein, liés à l'Arabie saoudite, qui avaient soutenu la tentative de coup d'État des Frères musulmans en 1982 en Syrie. Mais son organisation rappelle celle des Moujahidines du peuple, une secte iranienne qui s'était réfugiée en Irak et que Saddam Hussein utilisait pour accomplir ses basses œuvres.

**Geopolitika** : *Vous considérez les accords nucléaires entre les États Unis et l'Iran comme une tentative d'un accord plus large entre Téhéran et Washington. Quelles en seront les conséquences pour le Proche-Orient ?*

**Thierry Meyssan** : En signant cet accord, la République islamique d'Iran a cessé d'être ce que signifie son nom. Selon l'imam Khomeiny, « islamique » désignait à la fois la religion musulmane et la lutte pour la justice, c'est-à-dire contre l'impérialisme. Désormais, l'Iran récupère le rôle qu'elle jouait à l'époque du Shah, celui de gendarme régional pour le compte de Washington. « Islamique » ne désigne plus que la religion musulmane.

D'un côté, c'est une bonne nouvelle pour les populations car cela devrait permettre un cessez-le-feu pour les dix prochaines années. D'un autre, c'est une catastrophe parce que cette paix est injuste et que ceux qui combattent l'injustice sont désormais seuls.

**Geopolitika** : *Votre article sur la coopération secrète entre l'Arabie Saoudite et Israël est très intrigant. Quel est l'objet de cette coopération, et dans une sphère conspiratrice, où se rencontrent les intérêts de ces deux grands adversaires ?*

**Thierry Meyssan** : Israël et l'Arabie saoudite ne sont plus des adversaires, mais déjà des alliés militaires. Ils ont réalisé ensemble l'attaque du Yémen. L'état-major de la Force arabe commune n'est pas à Riyad, mais à Hargeisa, au Somaliland. Cet État non-reconnu, situé en Afrique à côté de Djibouti, est une colonie israélienne. Les bombardiers saoudiens sont principalement pilotés par des soldats israéliens. Et Israël a même fourni une bombe à neutrons qui a tué de nombreux yéménites dans un silence assourdissant de la « communauté internationale ».

En vertu de la *National Security Strategy* de Barack Obama, la sécurité d'Israël, une fois opéré le retrait des troupes états-uniennes du Proche-Orient et leur transfert en Extrême-Orient, sera assurée par la « Force arabe

commune », sous les auspices de la Ligue arabe, mais sous commandement israélien.

La collaboration entre Tel-Aviv et Riyad se poursuivra dans la décennie à venir avec l'exploitation du champ pétrolier de Rub al-Khali, principalement situé au Yémen, puis avec celui d'Ogaden, en Éthiopie. Dans cette perspective, le Saudi Bin Laden Group devrait construire un grand pont au dessus du détroit de Bab el-Mandeb, reliant Aden à Djibouti.

**Geopolitika** : *Est-ce que le général Sissi et son armée résistent avec succès en Égypte et est-ce que la coalition britannique-US-qatari, qui en fait soutient les frères Musulmans, a subi une défaite dans la vallée du Nil ?*

**Thierry Meyssan** : Le projet visant à placer au pouvoir, partout dans le monde arabe, la société secrète des Frères musulmans a échoué. Ils ont perdu l'Égypte et la Tunisie, ne parviennent pas à s'imposer en Libye, ont été balayés en Syrie et ont échoué à perpétrer un coup d'État en Arabie saoudite.

Au départ soutenus par le Qatar, ils le sont aujourd'hui par la Turquie. Le parcours de Khaled Mechaad est à ce sujet tout un symbole. Ce leader du Hamas incarnait la Résistance à Israël après que Tel-Aviv ait corrompu des dirigeants du Fateh et soit parvenu à ce qu'ils empoisonnent Yasser Arafat. Mechaal était réfugié en Syrie et y disposait d'un soutien sans faille. En 2012, considérant que le vent tournait et que les Frères allait l'emporter avec l'aide états-unienne, il a quitté Damas pour s'installer chez un des ennemis de la Syrie, le Qatar. Il a fait du Hamas la branche palestinienne des Frères et s'est allié à la fois à Al-Qaïda et aux Israéliens pour prendre le camp palestinien de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, et assassiner les dirigeants palestiniens des autres factions dans le camp. Il a perdu. Aujourd'hui, il passe l'essentiel de son temps en Turquie et tente de se faire oublier. Sa trahison est un drame pour les Palestiniens.

Le général Abdel Fattah al-Sissi n'est pas libre. Son pays est économiquement ruiné et, pour nourrir sa population, il a besoin de l'aide saoudienne. Il est donc contraint de participer à la guerre au Yémen dans un camp qui n'est pas le sien. Et il ne peut venir aider la Syrie.

**Geopolitika** : *En décembre vous avez annoncé la chute du président turque omnipotent, Tayyip Erdogan, en publiant des faits choquants de sa biographie... Quelle est la relation entre l'AKP turc et les Frères*

*musulmans ? Que s'est-il vraiment passé après le mystérieux attentat contre le prince saoudien, Bandar ben Sultan ?*

**Thierry Meyssan** : Recep Tayyip Erdoğan n'est pas un politicien, mais un ex-petit délinquant qui a réussi en politique. Il n'a pas de stratégie, juste un rêve —celui de créer un nouvel empire turc— et un grand sens de l'opportunité.

Après avoir laissé l'ambassade états-unienne gouverner son pays durant des années, il s'est laissé embarquer dans la guerre contre la Libye, bien que ce pays ait été un important partenaire économique de la Turquie. Puis, il a profité de la disparition du prince saoudien Bandar ben Sultan pour s'approprier les réseaux jihadistes internationaux. Bandar a été hospitalisé durant plus d'un an, suite à ses blessures après l'attentat en rétorsion de l'assassinat des membres du Conseil national syrien de sécurité. De même, il a profité de l'abdication de l'émir de Qatar pour récupérer la supervision des Frères musulmans. De sorte qu'il est aujourd'hui à la fois le parrain de la Confrérie secrète et le véritable chef de l'Émirat islamique.

Enivré par son succès, il s'est emparé du gazoduc Turkish Stream lorsque Vladimir Poutine est venu lui proposer de le construire, en décembre dernier. C'est évidemment une grave erreur car, ce faisant, il est devenu le partenaire économique privilégié de la Russie tout en étant, via l'Otan, un partenaire militaire des États-Unis. C'est pourquoi j'ai immédiatement pronostiqué sa défaite. Effectivement, l'ambassade des États-Unis a réorganisé son opposition et il a perdu les élections. Soit il fait amende honorable —ce qui va lui coûter cher—, soit il devra partir [2].

**Geopolitika** : *Que pensez-vous de la situation en Ukraine, qui est devenue la raison pour une confrontation de plus en plus importante entre la Russie et l'Occident (les États-Unis et l'UE) ? Que pensez-vous de la politique de la Russie, sur le plan national et international, envers le monde, surtout concernant les sanctions que l'Occident a imposées à Moscou ? Beaucoup pensent que l'Ukraine est la vengeance des États Unis contre la Russie à propos de la Syrie.*

**Thierry Meyssan** : Les États-Unis n'ont que faire de l'Ukraine, un pays ruiné et corrompu. Ils n'ont jamais souhaité qu'elle intègre l'Union européenne. Ils ont organisé la mise en scène de la place Maïdan non pas pour placer Petro Poroshenko au pouvoir, mais pour détruire l'État. Ce

qu'ils sont parvenus à faire. La situation actuelle au Donbass et à Donetsk leur convient parfaitement.

La destruction de l'État ukrainien, comme celle de l'État irakien, correspond à leur grande stratégie : conserver leur supériorité mondiale en empêchant l'Union européenne, la Russie et la Chine de les concurrencer. Pour ce faire, premièrement, ils contrôlent les « espaces communs » —les océans, l'air, et le cyberspace—, et, deuxièmement, ils coupent les possibles routes continentales. Détruire l'État irakien, c'est couper la « route de la soie » reliant la Chine à la Méditerranée. Détruire l'État ukrainien, c'est couper le projet de corridor Pékin-Berlin pour lequel la Chine vient de créer la gigantesque Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB).

Certes, l'unification de la Crimée et de la Russie est un mauvais coup pour Washington, mais il sera toujours possible de fermer le Bosphore et les Dardanelles. Cela ne change rien à l'échelle globale.

**Geopolitika** : *La Grande-Bretagne et d'autres pays occidentaux ont essayé de faire passer à l'ONU une résolution sur Srebrenica, qui est directement dirigée contre la Serbie et les Serbes de Bosnie et d'Herzégovine, ce que la Russie a empêché par un veto. Que pensez-vous de la situation dans les Balkans, surtout en Macédoine, et pourquoi est-ce que la Serbie est toujours la cible de pressions sans fin, même si tous les gouvernements de Belgrade, après le coup d'État de 2000 et la suppression de Slobodan Milošević, ont énormément cédé aux demandes de l'Occident ?*

**Thierry Meyssan** : Les Occidentaux sont spécialistes dans la réécriture de l'Histoire. Le massacre de Srebrenica est sans aucun doute un génocide, mais ce ne sont pas les Serbes qui ont débuté le nettoyage ethnique en Yougoslavie. Dans un monde normal, nous devrions condamner les individus croates, bosniaques, serbes, qui ont commis des génocides. Encore devrions-nous leur reconnaître, à tous, des circonstances atténuantes. Car la folie qui s'est emparée de la Yougoslavie lui a été inoculée par les États-Unis. À l'époque, le département de la Défense considérait ce pays comme un « laboratoire » où il pourrait expérimenter la possibilité de créer *ex nihilo* une guerre civile. La résolution qui a échoué au Conseil de sécurité montre, qu'une fois de plus, les Occidentaux ne veulent condamner que les Serbes, parce qu'ils sont orthodoxes et



culturellement proches de la Russie.

Quoi qu'il en soit, ceci n'est pas la priorité de Washington. Aujourd'hui ce qui fait agir les États-Unis dans les Balkans, ce sont les projets russes de gazoduc. C'est pour s'y opposer que le général David Petraeus a investi dans la presse serbe, que la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarović soutient l'indépendance de la Voïvodine et que la CIA a tenté d'organiser un coup d'État en Macédoine.

En outre, les Balkans sont toujours la seule base terroriste en Europe. Au début de la guerre contre la Syrie, la Turquie a organisé au Kosovo la formation de jihadistes d'Al-Qaïda. Actuellement, Daesh dispose de camps d'entraînement en Bosnie, à Gornja Maoča, Ošve et Dubnica.

**Geopolitika** : *Que pensez-vous de la présence au Proche-Orient de votre patrie, la France, dont la politique, au début de la guerre en Syrie, s'est beaucoup distinguée dans le soutien aux « rebelles » ? Est-ce que la politique des affaires extérieures de la France concernant le Proche-Orient et l'Europe a commencé à s'améliorer, à avoir sa propre identité et à se rapprocher de la tradition diplomatique qu'avait dans l'histoire la République française ?*

**Thierry Meyssan** : Malheureusement, la politique de Nicolas Sarkozy et de François Hollande répond aux intérêts d'un petit clan capitaliste français qui reste dans l'ombre. Ce sont ces gens qui ont poussé aux interventions militaires en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie, au Mali et en Centrafrique. Les Français constatent que les deux présidents ont conduit exactement la même politique, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur, pour la Défense ou pour l'Économie. Mais ils n'ont toujours pas compris qui tirait les ficelles.

Il existe pourtant des hauts-fonctionnaires, comme le secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet, ou comme le chef d'état-major personnel du président, le général Benoît Puga, qui sont restés aux commandes malgré le vote populaire et le passage des « Républicains » aux « Socialistes ». De même, les deux présidents ont dans leur cercle le plus intime des amis communs, comme le comte Henri de Castries, président des assurances AXA et du Groupe de Bilderberg.

Ce sont ces gens, et non pas les partis politiques, qui font la politique de la France contre les Français. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, nous avons connu une situation comparable avec un groupuscule de grands patrons, d'hommes

politiques et de militaires, mêlant personnalités de droite et de gauche, qui se faisait appeler « le parti de la colonisation ». Après avoir pressuré la classe ouvrière, ils sont partis à l'assaut de l'Afrique du Nord, de la Chine... et de la Syrie.

**Geopolitika** : *Enfin, Monsieur Meyssan, on ne peut pas résister, en sachant les connaissances et la perspicacité que vous possédez, à vous demander ce que vous pensez du référendum en Grèce et le destin des négociations entre Athènes et Bruxelles sur les finances de la dette grecque.*

**Thierry Meyssan** : Les Grecs n'avaient pas le choix. Les Traités les empêchaient de quitter l'euro sans quitter l'Union européenne, et les États-Unis leur interdisait de quitter cette dernière. Chacun se souvient du coup d'État de 1967 et de celui de 1974 à Chypre.

Le gouvernement Tsípras a donc d'abord obtenu une très large majorité pour rejeter le plan de la Troïka, puis a accepté ce même plan en échange d'une aide de 83 milliards d'euros négociée pour lui par les États-Unis.

L'opinion publique n'y comprends rien, mais Alexis Tsípras ne pouvait pas faire mieux. La Grèce a été écrasée par ses partenaires européens qui ont tellement peur de se retrouver libres —je veux dire de se retrouver sans le carcan de l'Union européenne— qu'ils acceptent tout et n'importe quoi de l'Allemagne. En l'occurrence, le gouvernement Merkel défend les principes du capitalisme global actuel. Il exploite de manière insensée sa classe ouvrière, dont le pouvoir d'achat a reculé, et agit maintenant sans se préoccuper des conséquences humaines pour la Grèce.

**Geopolitika** : *Merci beaucoup pour cet entretien et votre temps.*

*Slobodan Eric  
Thierry Meyssan*

Traduction  
Svetlana Maksovic

Documents joints



**Entretien avec Thierry Meyssan, Geopolitika, août 2015.**  
(PDF - 260.1 ko)

Propos recueillis début juillet 2015 par Slobodan Eric.

---

[1] Cet entretien a été réalisé avant l'accord Washington/Téhéran du 14 juillet. Depuis, un groupe de travail militaire russo-syrien a été mis en place. Moscou a renforcé son aide militaire et commencé à partager du renseignement avec Damas.

[2] Début août, la Turquie a renoncé au projet Turkish Stream.

---

Source : « Après l'accord États-Unis/Iran, le monde se réorganise », par Slobodan Eric, Thierry Meyssan, Traduction Svetlana Maksovic, *Réseau Voltaire*, 14 août 2015, [www.voltairenet.org/article188259.html](http://www.voltairenet.org/article188259.html)